

Concertations Gouvernement/Partis Politiques :

Le méli-mélo de la classe politique



Les rencontres au sommet entre le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et les représentants des partis politiques, reçus individuellement au Palais présidentiel depuis jeudi, semblent annoncer le déclenchement du processus de concertation promis par le Conseil Militaire à sa prise du pouvoir.

Ainsi, avec les audiences accordées dans un ordre de primogéniture, pour garantir une transparence déjà annoncée, à Ahmed Ould Sidi Baba, président du RDU, premier parti reconnu de l'ère démocratique, suivi par Boullah Ould Mogueya, Secrétaire Général du PRDS, Moulaye Ould Jiyid, président du PMRC, Ba Ali, premier-vice président de l'UPSD, Bâ Boubacar Moussa, premier vice-président de l'UFP, Messaoud Ould Boulkheir, président de l'APP, Koita Tidjane, président de l'UNDD, Naha Mint Mouknass, présidente de l'UDP, Chbih Ould Cheikh Melainine, président du FP et j'en passe, l'on est en mesure d'affirmer que le CMJD ne perd pas de temps pour huiler sa machine et fouetter la léthargie de la scène politique nationale.

Tirer profit de " l'ingérence "

Intervenant dans une conjoncture marquée par l'activisme du président sénégalais, Me Abdoulaye

Wade, qui s'est pris, un moment, pour le porte-drapeau de la Mauritanie en recevant certains membres de l'opposition mauritanienne en exil, les audiences accordées par le Chef de l'Etat, le Colonel

Ely Ould Mohamed Vall auront, cependant, servi en premier à raffermir les liens entre le CMJD et les leaders de la classe politique. En effet, ces derniers, étant pris dans l'engrenage du geste du président Wade de discuter des problèmes de la Mauritanie chez lui, alors que le linge sale se lave d'habitude en famille, ont vivement condamné cette " ingérence " et du coup, se sont placés sur la même longueur d'onde. Cette récupération de la manœuvre du Président Wade était d'autant plus prévisible que lors de la première rencontre le réunissant avec l'ensemble de la classe politique, le Président du CMJD avait affirmé à ses interlocuteurs que des rencontres individuelles suivront et qu'elles peuvent être à leur demande ou à la sienne.

suite en P.3

Force sera de constater que celle-ci a été à sa demande.

Mais qu'à cela ne tienne, l'essentiel dans l'immédiat est de dynamiser la scène politique par une offensive politique intérieure qui accompagnerait celle diplomatique lancée plus tôt par l'envoi de ministres-émissaires secondés de conseillers à la Présidence. Surtout que le temps presse, la période transitoire de deux ans devenant de plus en plus courte au vu de tous les défis à relever de modification de la Constitution, d'assainissement de l'administration, de restructuration du secteur de la justice entre autres, et de réorganisation des partis politiques (le plus grand d'entre eux, le PRDS, risquant de voler en éclat car n'ayant jamais prévu dans ses statuts une vacation du poste de président), de création de commission de supervision des élections, etc.

Les politiciens, premiers

responsables

Le CMJD semble donc vouloir mettre sur pied un cadre de concertation avec les formations politiques pour créer les conditions de travail, sur le terrain, à même de lui permettre de réussir ses paris de justice, de démocratie et de transition. La rapide évolution de la situation tant sur le plan national, par l'adhésion des populations au changement intervenu depuis le 3 août, que sur le plan international par l'acceptation de la quasi-totalité de la communauté internationale du CMJD avec lequel elle travaille désormais en attendant un rapide retour à la légalité constitutionnelle dans le pays, la rapide évolution de la situation, disions-nous, semble avoir donné les coudees franches au Conseil Militaire pour commencer ses consultations avec la classe politique.

Certes, ces concertations ne portaient que sur la transition et les conditions nécessaires à des

élections libres et transparentes mais ne soyons pas dupes, la responsabilité revient en premier aux partis politiques et à leurs capacités de jouer véritablement le jeu, le CMJD ne pouvant absolument pas se substituer aux formations politiques pour donner au jeu démocratique sa raison. C'est pourquoi, la restructuration et la réorganisation des partis politiques sont, à nos yeux, une urgence dont dépendra tout le reste. Cela est d'autant plus vrai que la classe politique existante doit d'abord définir les règles du jeu par rapport au CMJD qui n'est qu'un pouvoir de transition, sans opposition ni majorité. Autrement dit, c'est une remise à niveau de la classe politique qui doit permettre aux différents acteurs, leaders de partis ou d'opinion de repenser leurs positions vis-à-vis les uns des autres et de mettre un terme sur une bipolarité Majorité présidentielle/ Opposition radicale ou modérée

qui avaient un pouvoir aujourd'hui déchu et dont la page a été tournée. Sinon, le Président du CMJD aura beau affirmer l'importance et l'impérieuse nécessité de faire entendre la voix des partis politiques même s'ils sont minoritaires, à ceux qui exercent le pouvoir, chercher un consensus minimal de l'ensemble des parties prenantes de la scène publique (Conseil militaire, partis politiques, associations de la société civile et leaders politiques), demander à savoir ce qui va mal dans le pays, mais même conseillé par les uns, il ne le sera pas par d'autres car n'ayant eux-mêmes pas compris la nouvelle donne et n'ayant, comme à leur habitude, pas connaissance de la réalité des choses puisque ne se souciant que des dividendes à tirer d'un rapprochement avec lui.

MOHAMED OULD KHATTAT